

doute puisque le gouvernement n'en a pas encore parlé, V. M. sera peut-être dans le cas de remercier les trois membres susnommés, et de les remplacer par des hommes qui donneraient plus de garantie à l'opinion catholique. La prochaine publication de la (nouvelle) constitution offrirait une occasion favorable.» (25)

Sur ces entrefaites il y eut les poursuites contre le rédacteur du «Luxemburger Wort», E. Michelis, qui avait prétendu que le vicaire apostolique avait été injustement accusé par le Gouvernement et que l'instruction judiciaire avait été partielle. L'abbé Michelis devait comparaître devant la Chambre correctionnelle du Tribunal de Luxembourg présidée par J.-P. Toutsch. Or, comme le gouverneur de la Fontaine inculpait ce magistrat «d'avoir participé ostensiblement à toutes les intrigues cléricales qui agitent le Grand-Duché», Toutsch fut prié de se récuser dans le procès Michelis. Refusant de se plier à cette injonction, il fut muté à la présidence de la Chambre civile du Tribunal tandis que l'ancien président de cette section fut placé à la tête de la section correctionnelle.

Lorsque WURTH-PAQUET eut à transmettre au Roi le rapport que le Gouverneur avait rédigé au sujet de l'affaire Michelis et de la décision prise par les deux chambres réunies du Tribunal, il ne manqua pas d'exprimer sa désapprobation d'une décision «contraire aux principes et au bon ordre dans l'administration de la justice.» A l'encontre de l'opinion que le gouverneur de la Fontaine avait de J.-P. Toutsch, le directeur intérimaire de la Chancellerie dit au Roi qu'il connaissait «M. Toutsch pour un homme probe, de moeurs sévères, pour un juge consciencieux et éclairé. Si, fervent catholique, il n'a pas approuvé tous les principes du Conseil de gouvernement en fait d'administration publique, cette manière de voir, qu'il partage avec beaucoup d'autres personnes, ne saurait lui être imputée à crime.» (26)

En juillet 1848 Mgr Laurent, venant de Lourdes, passa quelques jours à La Haye. Le lendemain d'une audience auprès du Roi, il fut invité à dîner chez le ministre de Prusse, comte de Königsmarck, en compagnie des ministres hollandais des Affaires étrangères et des Cultes ainsi que de WURTH-PAQUET. Comme le prélat avait été quelque peu déçu de son entretien avec Guillaume II, Königsmarck voulait lui donner l'occasion de s'épancher («sich selbst aussprechen»). Mais cette réunion non plus ne devait donner entière satisfaction à Mgr Laurent qui compta un peu trop sur l'intervention de son hôte auprès du Roi Grand-Duc. En effet, c'est sans ambages que le comte de Königsmarck confia à ses mandants qu'il n'avait nullement l'intention de se brûler les doigts en recommandant au Roi le retour de Laurent. (27)

A la fin du même mois, WURTH fut chargé par le gouverneur de la Fontaine de transmettre au Roi une plainte qui visait les frères Metz et où il est dit notamment de Charles «qu'il paraît vouloir régenter le pays.» (28)